

## Alliance Libre Européenne (ALE) Manifesto

Pour les élections Européenne juin 2009

# Vision pour une Europe des peuples

*(pas une Europe populiste)*

*« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité ».*

*(Article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme)*

*« Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. »*

*(Article 1 (1) du Pacte international des Nations unies relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels).*

## Introduction

L'Alliance libre européenne (ALE) regroupe des partis issus de nations, de nations sans Etats et d'entités territoriales dotées d'un fort sentiment d'identité et désireuses d'obtenir un juste droit à la parole en Europe. **L'ALE rassemble 40 partis progressistes.** Nous comptons une représentation dans **17 Etats membres.**

L'ALE est un **parti pro-européen**, mais nous sommes critiques quant à la manière dont l'Europe est actuellement dirigée. Nous voulons une Europe plus démocratique et une Europe décentralisée, mieux armée pour faire face aux défis de la mondialisation. L'ALE aspire à une Europe des peuples. Nous partageons la vision d'une Europe harmonieuse, faite de la diversité des peuples s'entraïdant et collaborant dans un esprit de coopération. Nous voulons protéger la richesse de notre diversité tout en profitant des apports d'une union élargie. La **subsidiarité**, qui rapproche le citoyen du processus décisionnel, est l'instrument politique pour y parvenir.

Nous avons besoin d'une répartition juste et flexible des responsabilités sous la bannière commune de la **souveraineté partagée**. Le moyen d'y parvenir réside dans la construction d'un système interconnecté où chacun a son mot à dire. Nous prônons des relations bilatérales de coopération efficaces entre l'UE et les Etats et entités autonomes.

L'Alliance libre européenne a défendu ces 30 dernières années les **droits des nations, des peuples et des régions sans Etat**. Depuis les premières élections au suffrage universel direct pour le Parlement européen, l'ALE soutient le **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et leur droit de s'exprimer dans et de protéger leurs langues natives et historiques**. L'UE compte actuellement 27 Etats membres et 23 langues officielles. Le catalan, le basque, le galicien, le gallois et le gaélique d'Écosse sont désormais également usités dans les institutions européennes, mais ne jouissent pas d'un statut officiel total. La légitimité démocratique rend notre cause incontournable. La concrétisation de nos droits

historiques, l'amélioration du bien-être social et des économies de nos pays exigent notre représentation à part entière en Europe. **Nous avons besoin d'une Europe des peuples.**

Dans un monde de plus en plus interdépendant, l'UE devrait donner aux régions et aux nations la place qu'elles méritent. Nous avons assisté, ces dernières années, à l'indépendance du Monténégro (2006) et du Kosovo (2008). L'Ecosse, le Pays de Galles, la Catalogne et le Pays Basque sont, eux aussi, maintenant sur la voie de l'auto-détermination nationale et d'une place à part entière au plus haut niveau européen. Le défi actuel consiste à parvenir à une participation élargie de tous les peuples dans le processus politique.

**La délégation de pouvoirs politiques, menant à l'autonomie et la reconnaissance des identités particulières**, est la synthèse naturelle de notre combat politique. **L'ALE souhaite voir les nations et les régions sans Etats ainsi que les petits Etats** travailler main dans la main, plus efficacement, afin d'améliorer le processus décisionnel démocratique de l'Europe. **Nous voulons une Europe des peuples.** L'ALE rejette une Europe monolithique comme remplacement des Etats traditionnels, le pouvoir réel restant aux mains des plus grands Etats membres.

En 2009, l'ALE fera campagne sur deux fronts. Nos représentants s'engagent à proposer des **politiques progressistes**. Nous œuvrons pour **l'amélioration des conditions sociales**, la qualité de vie et une distribution équitable des richesses. Pour nous, le principe de **développement durable** constitue le moyen d'améliorer la qualité de vie de nos concitoyens dans le contexte d'un environnement sain et de l'indépendance énergétique. Notre idéologie correspond au désir de construire un monde meilleur pour les générations présentes et à venir.

Mais le **statut constitutionnel** actuel de nos pays fait que nous n'atteignons pas le niveau de représentation dont jouissent d'autres pays en Europe. En conséquence, nous courons le risque d'être oubliés quand l'Europe prend des décisions vitales qui affectent notre avenir. Ceci est contraire à la démocratie et nécessite une réforme. C'est aussi la raison pour laquelle nous opérons, au-delà du cadre étatique, aux niveaux national et régional en nous battant pour que les nations et les peuples sans Etat d'Europe aient droit à une juste représentation à tous les niveaux de gouvernement. **Nous revendiquons une Europe des peuples.**

Les partis membres sont les suivants :

*Alands Framtid, Bayernpartei, Bloque Nacionalista Galego, Chunta Aragonesista, Die Friesen, Enotna Lista, Esquerra Republicana de Catalunya, Eusko Alkartasuna, Fryske Nasjonale Partij, Libertà Emiliana-Nazione Emilia, Liga Veneta Repubblica, Ligue Savoisiennne, Lithuanian Polish People's Party, Mebyon Kernow, Moravana, Mouvement Région Savoie, Omo Ilinden Pirin, Partei der Deutschsprachigen Belgier, Partido Andalucista, Partit Occitan, Partit Socialista de Mallorca i Menorca Entesa Nacionalista, Partito Sardo d'Azione, Partitu di a Nazione Corsa, Plaid Cymru-the Party of Wales, Rainbow-Vinozhito, Scottish National Party, Silesian Autonomy Movement, Slovenska Skupnost, Sociaal Liberale Partij, Strana Regionov Slovenska, Süd Tiroler Freiheit, Union Démocratique Bretonne, Union du Peuple Alsacien, Unitat Catalana.*

**Nos partis observateurs sont les suivants :**

*Lista Per Fiume, Movimento per l'Indipendenza della Sicilia MIS, MMROP Hungarian Roma Party, ProDG, Renouveau Valdotaine, Südschlesswigse Wahlerverband SSW, Wendische Volkspartei SLS.*

*« La liberté n'est jamais donnée volontairement par l'opresseur ; elle doit être revendiquée par l'opprimé. »* Martin Luther King

Au cours de la législature 2004-2009, nos 6 députés ont fourni un important travail au Parlement européen (écossais, gallois, basque, catalan, letton et transylvanien). Au travers d'un groupe parlementaire commun avec les Verts, nous avons assuré une présence significative au Parlement. Durant la dernière législature, les députés de l'ALE ont :

- obtenu un **statut co-officiel au niveau de l'UE pour les langues galloise, catalane, basque et galicienne** ;
- fait activement campagne pour la fixation d'un **siège unique pour le Parlement européen**;
- mis **l'autonomie fiscale** régionale à l'agenda de l'UE ([www.taxautonomy.org](http://www.taxautonomy.org)) ;
- recherché une action européenne plus solide pour lutter contre le **changement climatique** avec des sources renouvelables au cœur de l'avenir énergétique de l'Europe et ont soutenu les **objectifs 20/20/20** ;
- soutenu la protection et la **reconnaissance par l'UE des produits nationaux et régionaux distinctifs** ;
- fait campagne pour une répartition plus équitable des fonds structurels européens pour les nations sans Etat et les régions défavorisées.

Notre priorité est de défendre les droits des citoyens européens à choisir leur propre avenir et à vivre dans une société pacifique, démocratique et diverse.

## **Travailler à une meilleure Europe : une Europe des peuples.**

### **1. EUROPE INSTITUTIONNELLE**

#### **Etats-nations – Etats émergents.**

Une nouvelle catégorie d'entités politiques fait son apparition au sein de l'UE : les **Etats émergents**. Les droits politiques et juridiques de l'UE étant liés au statut d'Etat, les nations historiques, coexistant dans la structure des Etats membres actuels, soufflent un vent d'air frais dans le sens d'une reconnaissance pleine et entière. Certaines de ces nations tentent d'obtenir la reconnaissance de leurs droits collectifs en créant leurs propres Etats. Les demandes de consultation démocratique et publique en Ecosse, au Pays de Galles, au Pays Basque et en Catalogne sont une première étape en ce sens.

Les Etats émergents **deviendront de nouveaux acteurs sur la scène européenne**. L'UE doit prendre acte de ce nouveau défi, comme elle le fit lors du précédent élargissement vers l'Est et les Balkans. Ce processus doit se dérouler de manière normale, dans une optique pacifiste et démocratique.

De nouveaux Etats ne signifient pas davantage d'isolement, mais de nouvelles opportunités. D'un point de vue démocratique et pro-européen, **une nation qui devient**

**un Etat rapproche ses citoyens de l'Europe et crée davantage de transparence.** Il est important de mentionner que la création d'un nouvel Etat conduirait à de nouvelles formes de coopération avec l'Etat duquel il a émergé.

L'UE doit créer les bases politiques et législatives pour permettre un **élargissement interne** ; cela implique une adaptation de l'Europe à la réalité multicouche dans laquelle nous vivons. Sur la base du principe d'autodétermination, **l'ALE soutient la volonté de ces nations prêtes à assumer toutes les responsabilités d'un Etat en Europe, de même que celles qui aspirent à plus de progrès en matière d'autonomie en Europe.**

Le Parlement européen devrait encourager une alliance entre les nations sans Etat, les **Etats émergents** et les **petits Etats membres de l'UE** existants, à travers des **stratégies coordonnées**. L'ALE n'est pas partisane d'une Europe centralisée, dirigée par les grands Etats membres. Pour rétablir l'équilibre démocratique des pouvoirs, les petits Etats et les petites régions et les nations sans Etat devraient travailler main dans la main de manière solidaire et complémentaire.

#### **Une réforme de l'UE est urgente.**

Si la subsidiarité est réellement un fondement opérationnel des principes de l'Union, elle doit intervenir à tous les niveaux et avoir un effet direct. Cela signifie que **le partenariat démocratique parmi les différents niveaux de gouvernement** (UE, Etats membres et ceux de leurs parties constituantes qui jouissent d'une autonomie constitutionnelle) doit être garanti dans les traités de l'UE. Cela implique également un droit de **participation effective au sein des institutions européennes par toutes les communautés, tous les peuples et tous les pays d'Europe.**

L'ALE considère comme vitale **l'implication des parlements nationaux et régionaux dans le processus décisionnel européen** par le biais de l'examen minutieux de la législation de l'UE et des actions de leurs gouvernements des Etats membres au Conseil, précisément dans la perspective du principe d'implémentation et de subsidiarité.

Une réforme des institutions européennes, en ce inclus le Parlement, pour créer une **plus grande ouverture et davantage de transparence pour le processus décisionnel** est essentielle. Le Comité des Régions devrait être renforcé et transformé en un Sénat des régions. L'ALE veut une démocratisation de l'Europe et entend renforcer la participation des citoyens à travers l'élection directe du Président de la Commission. La consultation des parlements locaux, régionaux et nationaux avant l'adoption de lois ou de règlements européens, avec une attention particulière pour les régions présentant des minorités ou des langues moins répandues, devrait être faite au début du processus législatif. Après le vote de lois, des mesures devraient être prises pour les faire connaître davantage et les faire accepter par les habitants, les entreprises et les organisations des régions européennes. Aucun élargissement de l'UE ne serait souhaitable sans ces réformes nécessaires.

Il serait nécessaire d'embarquer une évaluation du système Européen d'adjudication. Il existe une grande critique sur la bureaucratie, sur les procédures très compliquées et le temps que ça nécessite et sur l'effet final dans les prix.

#### **Vers une Europe sociale.**

Le modèle social européen doit être renforcé pour devenir la clé de voûte du modèle de société européen basé sur la **solidarité : le plein emploi, des emplois de qualité et l'égalité des genres dans des environnements de travail sains et sûrs avec accès aux**

**services universels d'intérêt général.** L'UE a besoin d'un **agenda social révisé** reprenant des actions réelles et des instruments pour **lutter contre toute forme de discrimination** au sein de l'Union. Les directives sur les soins de santé transfrontaliers, une directive emploi et une directive sur les services sociaux d'intérêt général ainsi que les initiatives transfrontalières sur les problématiques relatives aux Roms en sont de bons exemples.

Avec la crise mondiale des marchés des capitaux, il est plus que jamais **nécessaire pour l'Europe de protéger ses citoyens**, pour les **mesures sociales minimales d'être relevées** et pour la régulation, dans les domaines où elle s'avère nécessaire, de ne pas être perçue comme néfaste comme c'est trop souvent le cas lorsqu'il s'agit de la Commission européenne. Les gens souffrent de l'augmentation des prix, de la hausse des prix des carburants et des problèmes sur les marchés de l'immobilier. La crise du crédit creuse encore le fossé entre les riches et les pauvres. **Des instruments de contrôle centraux** pour prévenir et un budget d'intervention central pour remédier aux situations de crise monétaire doivent être adoptés par la Banque centrale européenne (BCE).

Des mesures en matière d'égalité des genres devraient ouvrir davantage les marchés du travail aux femmes. Les services d'intérêt général devraient être plus ouverts, particulièrement pour les personnes à faibles revenus. L'augmentation des prix de l'eau, qui atteint parfois 300 % et qui, étrangement, est parfois due à la privatisation, est inacceptable. Un accès abordable à l'eau potable est un droit pour tous. L'UE devrait demander de meilleures garanties au niveau international au lieu de tolérer le fondamentalisme du marché. **Nous avons besoin de davantage de contrôles sur la fraude et l'instabilité des marchés financiers.**

**Des objectifs quantitatifs et qualitatifs contraignants** devraient faire l'objet d'un accord à l'échelon européen. Un pacte européen de stabilité sociale devrait être mis en œuvre dans le but d'atteindre le plein emploi, des salaires équitables, le bien-être social, l'équité sociale, l'égalité des sexes, la diversité culturelle et la durabilité écologique.

## 2. DIVERSITE ET EGALITE DES DROITS LINGUISTIQUES

### **Respect et diversité culturelle.**

Selon l'UNESCO, à la fin de ce siècle, un grand nombre des 6 000 langues qui existent dans le monde seront en péril et susceptibles de disparaître. L'UE doit donc reconnaître et mettre en pratique le concept « **d'unité dans la diversité** », en **respectant la réalité de ses différents peuples** et, en particulier celle des nations et régions sans Etat dotées d'une langue, d'une histoire, de caractéristiques économiques et sociales et d'aspirations politiques propres. L'UE doit surmonter les mentalités et les pratiques centralistes et technocratiques des Etats.

Seule une **reconnaissance par l'UE de toutes les langues** se traduira par une véritable diversité linguistique ou une **démocratie linguistique**. Les nations et régions sans Etats devraient jouir de droits égaux à utiliser leur langue, au même titre que les langues officielles d'Etat. Cela assurerait à leur langue de ne plus se voir nier les droits de langue officielle de l'UE. Les politiques européennes doivent également **promouvoir** la diversité culturelle de la télévision, des médias, de l'industrie du cinéma, d'Internet, l'éducation et de la radio dans les nations sans Etat et dans les **régions à minorité**. Un accès égal pour les langues minoritaires dans des programmes tels que la formation tout au long de la vie est nécessaire.

« **Toutes les langues sont libres et égales en dignité et en droits.** Les langues nationales minoritaires, les langues moins répandues, les langues des minorités historiques et les langues régionales majoritaires... sont toutes égales aux langues d'Etat. » L'ALE demande une **Déclaration des Nations unies des droits linguistiques** similaire à la Déclaration des Nations unies des droits de l'homme de 1948.

Le droit d'adresser une pétition et de poser des questions dans sa langue native renforce la démocratie et constitue un élément important de la transparence des pouvoirs.

Nous accueillons favorablement les progrès réalisés pour s'assurer que le catalan, le basque, le galicien et le gallois jouissent d'un statut co-officiel au sein de l'UE. Nous souhaitons poursuivre sur cette avancée et garantir que ces langues soient reconnues comme des langues officielles à part entière. Il s'agit de langues historiques européennes usitées chaque jour par des millions de citoyens dans tous les domaines, au travail comme à la maison. Il est temps que les opportunités, les droits et les privilèges accordés aux langues comme l'allemand, l'anglais, le suédois ou le maltais soient également accordés à ces langues qui bénéficient actuellement d'un statut « co-officiel ».

*« Nous promouvons tout autant la sauvegarde de la pluralité, de la diversité et de la richesse des langues que la sauvegarde de l'écodiversité. Une langue est un moyen culturel pour la construction d'une réalité, et non pas un simple outil destiné à la transmission d'informations. Dans le domaine de la culture, la base de l'humanité, la perte d'une langue équivaut à la perte d'un élément de la biodiversité dans le domaine biologique. »*

(Bernat Joan I Mari d'Ecolinguistics)

L'ALE promeut un enseignement multilingue doté de programmes visant à soutenir le multiculturalisme, les langues minoritaires dans l'enseignement supérieur et les échanges professionnels et étudiants pour les langues minoritaires.

Une évaluation des Life Learning Programmes devrait être effectuée, en ce inclus les implications les langues moins répandues (LUL – Lesser Used Languages). La réintroduction de subventions d'affectation spéciale pour les langues minoritaires est essentielle pour l'égalité de traitement des LUL.

*« L'UE est là pour les peuples et les communautés ! Les peuples ne sont pas là pour l'Union. »*

Nelly Maes

### 3. DONNER L'ENERGIE A L'EUROPE

#### **Durabilité : environnement et énergie.**

Qu'elle soit culturelle, linguistique ou écologique, la durabilité est au cœur de notre stratégie politique. Nous souhaitons construire **des communautés durables au cœur d'une Europe durable.**

La lutte contre le changement climatique témoigne concrètement du rôle avant-gardiste que peut jouer l'Europe. Lors de la **Conférence des Nations unies sur le changement climatique de Copenhague, en novembre 2009**, l'Europe devra prouver sa volonté de manifester ce leadership. La Commission européenne devrait créer et susciter la

compétitivité dans le domaine de l'innovation et de la recherche et le développement dans le domaine des énergies renouvelables. Une Europe visionnaire ne peut tolérer que la récession économique et les crises monétaire et financière relèguent au second plan le changement climatique.

S'agissant de l'énergie nucléaire, l'ALE défend une **attitude antinucléaire** claire et l'idée d'une suppression progressive de l'énergie nucléaire en Europe. La promotion d'une utilisation efficace de l'énergie, de l'indépendance énergétique et d'une utilisation accrue des énergies renouvelables doit être la pierre angulaire d'une politique énergétique européenne. **Pas d'EURATOM, mais l'EURENEW. L'ALE plaide pour un traité européen sur l'énergie renouvelable.**

Les deltas et zones côtières ont besoin d'investissements européens. Elles font, en effet, face à de sérieux problèmes dus au changement climatique et à la montée du niveau des eaux. Des investissements sont également nécessaires pour les régions montagneuses et d'autres zones écologiquement fragiles qui sont aussi affectées par ces changements climatiques.

L'Europe continue de jouer un rôle de premier plan pour la mise en œuvre du protocole de Kyoto et du processus de Bali, alors que les Etats-Unis, principal émetteur de CO<sub>2</sub>, ne les ont signés que récemment. Mais elle doit faire plus. Une **réduction de l'empreinte écologique européenne** de 4,8 ha par personne à moins de 1,8 ha par personne est essentielle si nous ne voulons pas compromettre davantage encore la capacité mondiale. L'UE devrait montrer la voie à suivre pour une **consommation durable**.

#### **Economie : logement, transport et tourisme.**

L'UE pourrait agir davantage en matière de logement, en utilisant mieux les fonds structurels. Nous devons nous charger non seulement des problèmes sociaux de logement des personnes à faibles revenus, mais nous devons aussi promouvoir activement les questions **d'isolation, de mesures d'économie d'énergie et de logements passifs**. Nous devons également étudier le rôle de l'UE en matière d'aide à d'autres niveaux de pouvoir pour améliorer la disponibilité des logements sociaux et offrir des logements plus abordables à ceux qui en ont besoin.

Nous soutenons l'objectif de plein emploi pour tous les citoyens avec davantage d'attention sur le **développement régional** et la reconversion des anciennes industries. Nous devrions offrir un enseignement dédié et des opportunités de formation pour les groupes sous-représentés tels que les plus défavorisés et les citoyens moins valides afin d'améliorer leurs chances sur le marché du travail et de promouvoir leur mobilité sociale. Le secteur de l'emploi social devrait se développer davantage pour créer plus d'emplois utiles et nécessaires dans nos communautés.

#### **Mobilité**

Les réseaux transeuropéens (RTE) devraient améliorer la mobilité physique au sein de l'UE. L'ALE souhaite un **changement modal** vers des **moyens de transport plus durables** dont les coûts seraient assumés conformément au principe du « pollueur-payeur ». En tant que secteur économique important, le tourisme devrait s'orienter davantage vers le **tourisme durable**.

#### **Vous êtes ce que vous mangez.**

Nous nous opposons à la culture commerciale d'OGM pour les productions alimentaires. Nous soutenons une législation plus rigoureuse quant à l'étiquetage et à la traçabilité pour

l'importation. A court terme, l'Union européenne devrait reconnaître et développer davantage l'idée de zones et de régions exemptes d'OGM. Une vaste majorité de la population européenne est opposée aux OGM. La question ne se réduit donc pas à la sécurité alimentaire, mais porte aussi sur **le droit démocratique de choisir sa nourriture et sur la primauté du droit du citoyen sur le profit.**

### **L'estomac de l'Europe : alimentation, agriculture et pêche.**

Nous reconnaissons le rôle vital que l'UE doit jouer dans la promotion d'un développement rural durable et de communautés rurales viables. La production alimentaire, l'agriculture et la pêche sont des industries vitales en ce sens et méritent un soutien continu de la part de l'UE.

La Politique agricole commune ou PAC doit être réformée et nous accueillons favorablement la révision actuellement en cours. Il est primordial que les fonds de l'UE restent disponibles pour aider les petits producteurs, les exploitations familiales et les zones vivant de la pêche, contribuant ainsi à sécuriser un avenir viable. **L'agriculture durable, la pêche naturelle et les exploitations extensives** prospéreraient, jouant ainsi un rôle important pour relever les défis actuels de qualité, de sécurité et d'approvisionnement alimentaires. L'ALE demande à l'UE de se concentrer plus dans sa politique sur la qualité de vie des animaux.

La production de biocarburants ne doit en aucun cas concurrencer la chaîne de production alimentaire. Notre première priorité est de **fournir une alimentation de qualité à tous les citoyens.**

**Le développement rural et le tourisme** doivent être rendus compatibles. L'ALE promeut l'utilisation de **produits de qualité, d'aliments locaux et régionaux ainsi que l'écogastronomie pour contrer les transports sur de trop longues distances.** Des normes de protection du consommateur plus élevées sont indispensables sur le marché intérieur, sans pour autant nuire à la production alimentaire régionale, locale et traditionnelle.

### **La connaissance, la recherche et l'innovation sont l'avenir de l'Europe.**

L'innovation dans les secteurs agricoles, énergétiques et des transports devrait être le moteur qui pousse l'Europe vers un avenir plus durable. L'innovation est essentielle pour raviver le marché du travail et permettre à l'Europe de faire face aux défis mondiaux de déclin ou de délocalisation des entreprises. De nouveaux secteurs et de nouvelles technologies peuvent ouvrir la voie de l'avenir à l'Europe à condition qu'ils soient le moteur utilisé pour faire de l'Europe un continent plus social, durable et autosuffisant d'un point de vue économique. Nous soutenons le développement économiquement et écologiquement durable, en harmonie avec nos ressources et les besoins de nos communautés.

## 4. L'EUROPE DANS LE MONDE

### **Politique étrangère et de sécurité commune**

La politique étrangère et de sécurité devrait tendre vers la **prévention des conflits** et le développement de la communauté. Une paix durable au Moyen-Orient et dans d'autres zones de conflit par le biais de négociations est essentielle à la paix et à la stabilité mondiale. La lutte contre le terrorisme ne devrait pas mettre les droits de l'homme en péril. Un **traité sur l'exportation** d'armes et un code **de conduite obligatoire pour le négoce des armes** sont essentiels. Nous soutiendrons également l'action de l'UE pour mettre fin à l'utilisation d'armes chimiques et biologiques ainsi que des bombes à

fragmentation et autres armes de destruction massive. L’ALE aspire à une Europe exempte de nucléaire.

L’ALE exige de l’UE et ses États membres qu’ils reconnaissent, propulsent et respectent toutes les régions et nations demilitarisées et neutres, les quelles sont convaincues et ont la détermination de maintenir cette condition dans un monde plain des incertitudes et des changements constants.

### **Politique migratoire**

Nous reconnaissons la contribution inestimable de l’immigration pour l’Europe, socialement, culturellement et économiquement depuis de nombreuses années. Nous croyons que cette importante contribution perdurera à l’avenir. Nous considérons les flux migratoires comme un processus humain naturel et il est de notre intérêt à tous que l’UE les traite le plus efficacement possible.

De la même manière, nous reconnaissons les nombreux avantages partagés potentiels d’une plus grande coopération dans la politique d’asile et d’immigration au niveau européen et le rôle important que l’Europe pourrait jouer pour participer à l’intégration des nouveaux migrants, en ce compris dans les langues des nations sans Etat.

Nous croyons également que nous partageons le devoir de soutenir et de défendre le droit des gens à chercher asile et de maintenir la tradition qu’a l’Europe d’offrir un refuge aux persécutés.

### **Solidarité avec le monde en voie de développement.**

Avec plus de 1,2 milliard de personnes dans le monde survivant avec moins d’un euro par jour, nous sommes tenus d’atteindre les huit **objectifs du Millénaire des Nations unies** et de respecter les engagements de Johannesburg. Il est indispensable de lutter contre la pauvreté et la famine, d’offrir à tous un niveau d’éducation primaire, de permettre l’accès aux soins de santé avec une attention particulière pour la lutte contre le VIH, de renforcer l’autonomie des femmes et d’implémenter des politiques pour favoriser l’égalité des genres et construire un partenariat mondial si nous voulons instaurer un monde de paix et de justice.

L’ALE soutient l’aide à l’étranger, **les politiques de commerce équitable pour renforcer les pays en voie de développement** et les mesures pour contrer le trafic d’êtres humains et relever les défis et les opportunités de migration. Dans le contexte d’une politique étrangère européenne, nous soutenons aussi une plus grande implication européenne dans le maintien de la paix et la prévention des conflits. La création d’une force européenne de maintien de la paix constitue un élément essentiel pour une paix durable et mondiale. L’ALE soutient, en outre, un programme d’investissement pour l’Afrique afin de permettre une utilisation efficace de l’énergie solaire pour que le continent dépende moins des producteurs de pétrole.

Afin d’éviter de réitérer les échecs des précédentes formes d’aide au développement, la cohérence des différents types d’actions mises en œuvre par différents acteurs (UE, Etats, ONG, etc.) doit être renforcée. Il est crucial d’établir une **relation étroite et des synergies entre le développement et la sécurité, le développement et la migration**, le développement et la protection de l’environnement ainsi qu’une intégration entre le commerce et le développement. Cet objectif doit être pleinement réalisé en tenant compte des droits de l’homme et d’une manière transparente et efficace, capable de créer des synergies entre le Nord et le Sud.

Les programmes de développement devraient pleinement respecter les origines culturelles de la population, mais les gouvernements des pays en voie de développement devraient, eux aussi, respecter les droits de l'homme. **L'application de la loi humanitaire constitue la pierre angulaire d'un monde juste et équitable.** Nous nous opposons pleinement à une dégradation du respect des droits de l'homme dans le contexte des nouvelles puissances économiques émergentes comme la Chine.

Votre vote nous permettra de continuer à défendre les questions cruciales suivantes au Parlement européen :

## **9 propositions pour l'UE2009**

- 1. Un code de conduite contraignant pour l'exportation d'armes et un traité relatif aux armes**
- 2. Un meilleur financement de la protection des régions côtières européennes, des régions montagneuses et des autres zones écologiquement fragiles**
- 3. Une réforme radicale et une démocratisation des institutions de l'UE**
- 4. Une législation relative aux droits des langues minoritaires au sein de l'UE, y compris le secteur privé**
- 5. Une législation européenne pour promouvoir l'approvisionnement en aliments locaux**
- 6. Le remplacement de l'Euratom par Eurennew**
- 7. La multiplication des échanges universitaires européens par un facteur 10 (de 2 % à 20 % d'étudiants Erasmus)**
- 8. Plus d'investissement dans l'innovation, la recherche et le développement afin de satisfaire aux objectives stratégiques de Lisbonne**
- 9. Des décisions communes par les régions eu égard à la répartition des fonds structurels**

- Plus d'investissement dans les sources d'énergie renouvelable
- Une législation pour protéger les travailleurs de l'exploitation
- Des fonds européens pour lutter contre la pauvreté et les sans-abri
- Une augmentation de l'aide au développement
- Une action pour lutter contre le trafic d'êtres humains
- L'établissement d'une force européenne de maintien de la paix
- Une agence européenne du don d'organes pour coordonner les dons d'organes
- L'établissement d'un programme pour promouvoir les échanges culturels, éducatifs et professionnels parmi les locuteurs des langues minoritaires
- L'abolition de l'exigence des deux sièges pour le Parlement européen
- Une intégration rapide des migrants par le biais de l'utilisation de la langue régionale et par l'amélioration de leur statut professionnel pour éviter l'exploitation et la discrimination
- La réduction du fardeau du trafic de transit dans les zones écologiquement fragiles
- La facilitation des conditions de navigation sur Internet (avec l'idée d'une intervention européenne sur les tarifs de téléphonie mobile)
- L'encouragement de campagnes de santé et d'alimentation dans les écoles et les universités européennes (avec l'idée d'introduire un projet de fruit gratuit à l'école)
- La création de corps territoriaux européens dans les régions frontalières.

- La stimulation d'une infrastructure de transport transfrontalière.
- La création de plans européens pour lutter contre la dépopulation dans les zones rurales et pour promouvoir l'investissement et le développement progressif dans ces zones.

Barcelone, mars 2009.